

*L'adresse—M. Bradley*

passages du discours du trône qui me plaisent et je voudrais appuyer ces projets. Au nom de mes électeurs, je donnerai volontiers mon appui à tout programme visant à créer des emplois, à aider les personnes âgées ou à protéger nos programmes sociaux. Le discours du trône se contente toutefois de faire simplement allusion à de bons programmes. Il contient des idées mais il a très peu de substance.

J'ai cherché des mesures qui aideront les habitants de la circonscription de Haldimand-Norfolk. Je vois qu'il y est question du rôle du Canada dans le maintien de la paix dans le monde; j'approuve entièrement les initiatives du premier ministre (M. Trudeau). Je respecte les initiatives qu'il prend, car elles montrent que la situation le préoccupe vraiment. Nous voulons tous la paix.

D'innombrables Canadiens ont donné leur vie pour que nous puissions avoir la paix. C'est grâce à ceux qui sont morts pour préserver la paix que j'ai pu être 18 ans dans les Forces armées sans devoir tirer un seul coup de feu de colère. Je veux la paix. Je suis certain que le chef d'état-major des Forces armées canadiennes veut la paix.

Je préférerais que l'on ne fasse pas d'essais sur les missiles de croisière au Canada, mais je tiens à respecter les engagements que nous avons pris envers nos alliés de l'OTAN. Je préférerais qu'il ne faille pas déployer de missiles de croisière ni de Pershing II, mais j'admets qu'il faut être dans une position de force pour négocier. J'appuie les initiatives de paix du premier ministre. A vrai dire, j'aime bien pouvoir être d'accord avec lui, mais il est toujours d'avis, j'espère, que le désarmement doit être bilatéral et vérifiable de part et d'autre.

Je suis également en faveur de la politique énoncée dans le discours du trône, selon laquelle le Canada va continuer de respecter ses obligations envers l'OTAN. J'aimerais aussi que soient prises des mesures pour redonner à nos trois armes des uniformes distincts et pour restaurer la confiance. Redonnons la fierté et le respect à nos effectifs.

On fait allusion dans le discours du trône à des mesures directes de création d'emplois. On y dit qu'«une plus grande partie des dépenses gouvernementales consacrées à la création d'emplois sera orientée vers les jeunes chômeurs». Le gouvernement y déclare également qu'«en utilisant des crédits réaffectés et nouveaux, le gouvernement créera un fonds de un milliard de dollars pour aider les jeunes Canadiens et Canadiennes à acquérir de nouvelles compétences et à trouver des emplois dans les secteurs privé, bénévole et public». Il annonce qu'il nommera un ministre d'État à la Jeunesse.

Je suis ravi qu'on nomme un ministre d'État à la Jeunesse, car le taux de chômage chez les jeunes est passé depuis 1980 de 13.6 p. 100 à 18.5 p. 100. Le nombre de jeunes Canadiens qui travaillent aujourd'hui a diminué de 313,000 et le nombre de sans-emploi dépasse 534,000.

Toutefois, on affecte un milliard de dollars à un fonds pour aider les jeunes, fonds qui n'est en somme qu'un écran de fumée. De cette somme, 750 millions sont réservés à des programmes déjà en œuvre. On va les rafistoler, les mettre à jour et les rebaptiser. En réalité, on n'affectera que 250 millions d'argent frais, soit un peu plus que ce que le ministre des Finances (M. Lalonde) a ajouté à son budget d'un trait de plume à la suite de la fameuse fuite. En fait, monsieur le Président, le 19 avril 1983, l'ex-ministre de l'Emploi annonçait dans un communiqué de presse que le gouvernement affecterait

1,123 millions de dollars à la création d'emplois pour les jeunes en 1983-1984. Quel est donc ce programme de milliard? Rien de neuf, et une diminution de 123 millions. Le ministre d'État à la Jeunesse (M<sup>me</sup> Hervieux-Payette) vient d'annoncer la mise sur pied de nouveaux programmes. J'applaudis à ces mesures. Nous attendrons impatiemment d'en connaître les détails pour voir où iront ces 1,123 millions de dollars.

• (1640)

Pourquoi ne pas créer un programme de service militaire valable et pratique pour les jeunes? Pourquoi ne pas permettre aux jeunes de s'engager volontairement dans nos forces armées pour une période de dix-huit mois à deux ans? Pourquoi ne pas donner à nos jeunes une formation militaire de base et un métier, pourquoi ne pas leur apprendre un métier qui a été désigné par les ministères et le secteur privé? Nos jeunes pourraient s'enrôler pour trois à cinq ans dans nos réserves afin d'acquérir cette formation. Nous pourrions ainsi accroître nos effectifs de réserve, fournir de l'emploi aux jeunes, jouer un plus grand rôle au sein de l'OTAN et offrir les compétences et les qualifications nécessaires dans notre pays. Certains comités, tant à la Chambre qu'au Sénat, ont décidé que cette initiative était nécessaire. Quant à nos réserves, nous devons les soutenir.

Il est question des petites entreprises dans le discours du trône, monsieur le Président. Je cite:

Les exploitants de petites entreprises sont les héros méconnus de la relance. Ces entreprises sont en effet une source perpétuelle d'innovations, elles procurent des revenus d'exportation appréciables, et elles peuvent créer de nombreux emplois. Pour aider ce secteur, le gouvernement donnera un nouvel élan à son programme destiné à encourager l'achat de produits fabriqués chez nous. Il s'occupera en outre, par l'intermédiaire de la Banque fédérale de développement, de faciliter l'accès des petites entreprises aux programmes fédéraux créés à leur intention.

Prometteur, n'est-ce pas? Personne ne remettra en question les deux premières phrases, selon lesquelles les exploitants de petites entreprises sont les héros méconnus de la relance et ces entreprises sont une source perpétuelle d'innovations, elles procurent des revenus d'exportation appréciables et elles peuvent créer de nombreux emplois. Monsieur le Président, les petites entreprises ont été les premières touchées par la récession. En 1982 uniquement, 80,000 petites entreprises ont fermé leurs portes pour des raisons diverses, allant de la cessation d'activités à la faillite. Toutefois, le gouvernement promet, pour aider ce secteur, de donner un nouvel élan à son programme destiné à encourager l'achat de produits fabriqués chez nous.

Quel genre de programme a-t-il en vue pour aider les petites entreprises? Encore un onéreux programme gouvernemental de publicité inutile? Quelque entreprise de publicité libérale doit se trouver en difficulté financière et avoir besoin d'un coup de pouce. Et que dire de la phrase «le gouvernement s'occupera en outre, par l'intermédiaire de la Banque fédérale de développement, de faciliter l'accès des petites entreprises aux programmes fédéraux créés à leur intention»? Quels sont les mots clés, monsieur le Président, «accès à» et «faciliter»? Ce n'est pas nouveau pour les petites entreprises. Où sont les stimulants promis dont elles ont tant besoin?

Les dirigeants de petites entreprises ne veulent pas de cadeaux, monsieur le Président. Ils veulent des stimulants et une demande. Ils veulent voir leur entreprise prendre de l'expansion et croître par suite de cette demande, et non parce